



BROCHURE DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

Mercredi 12 juin 2025 à 15 heures

Dans les locaux de Châteauform' Learning Lab La Défense, situés 40 passage de l'Arche, 92800 Puteaux

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

TOUAX SCA
SGTR – CITE – SGT – CMTE – TAF – SLM TOUAGE – INVESTISSEMENTS REUNIES

Société en commandite par actions au capital de 56 092 376 euros
Siège social : Tour Franklin, 23^{ème} étage – 100-101 Terrasse Boieldieu
92042 La Défense Cedex
305 729 352 RCS Nanterre

AVIS DE CONVOCATION
ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 12 JUIN 2025

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le 12 juin 2025 à 15 heures dans les locaux de Châteauform' Learning Lab La Défense, situés 40 passage de l'Arche, 92800 Puteaux, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

A caractère ordinaire :

- 1) Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- 2) Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- 3) Quitus donné aux Gérants, aux membres du Conseil de surveillance et aux Commissaires aux comptes ;
- 4) Affectation du résultat ;
- 5) Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.226-10 du Code de commerce, approbation du rapport et desdites conventions ;
- 6) Approbation de la politique de rémunération applicable aux Gérants ;
- 7) Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de surveillance ;
- 8) Approbation des informations visées à l'article L. 22-10-77 I. du Code de commerce relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux ;
- 9) Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Alexandre COLONNA WALEWSKI en qualité de Président du Conseil de surveillance ;
- 10) Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Fabrice COLONNA WALEWSKI en qualité de Gérant ;
- 11) Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Raphaël COLONNA WALEWSKI en qualité de Gérant ;
- 12) Fixation de la rémunération annuelle à allouer au Conseil de surveillance ;
- 13) Renouvellement du mandat de Monsieur Alexandre COLONNA WALEWSKI en qualité de membre du Conseil de surveillance ;
- 14) Renouvellement du mandat de Madame Sylvie PERRIN en qualité de membre du Conseil de surveillance ;
- 15) Délégation de pouvoirs aux Gérants à l'effet d'acheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce ;
- 16) Approbation du projet de transfert des titres de la Société d'Euronext Paris vers Euronext Growth et pouvoirs à donner aux Gérants.

A caractère extraordinaire :

- 17) Autorisation à donner aux Gérants à l'effet d'annuler tout ou partie des actions achetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour une durée de 18 mois ;
- 18) Pouvoirs pour formalités.

A. Formalités préalables à accomplir pour participer à l'Assemblée générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède et leurs modalités de détention, peut participer à l'Assemblée générale. Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, ce droit est subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le mardi 10 juin 2025 à zéro heure (heure de Paris) :
– pour les actionnaires AU NOMINATIF (pur ou administré), vous devez être inscrits en compte nominatif, tenu pour Touax SCA par son mandataire CIC Market Solutions, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée soit le mardi 10 juin 2025 à zéro heure (heure de Paris);

– pour les actionnaires AU PORTEUR, l'inscription en compte de vos titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité, mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier, doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier. Celle-ci doit être annexée au formulaire de vote ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. L'actionnaire au porteur peut demander ce formulaire auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée.

B. Les différents moyens de participation à l'Assemblée générale

Les actionnaires disposent de plusieurs possibilités pour participer à l'assemblée générale :

- participer personnellement à l'assemblée ;
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, étant précisé que dans une telle hypothèse, le Président de l'assemblée générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par les Gérants et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions ;
- voter par correspondance ; ou
- donner une procuration à un autre actionnaire, à son conjoint, au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues à l'article L.22-10-39 du Code de commerce.

Pour assister personnellement à l'assemblée générale

Pour faciliter l'accès de l'actionnaire à l'assemblée générale, il est recommandé aux actionnaires de se munir, préalablement à la réunion, d'une carte d'admission qu'ils pourront obtenir de la manière suivante :

- l'actionnaire propriétaire d'actions nominatives devra adresser sa demande à la société ;
- l'actionnaire propriétaire d'actions au porteur devra demander à son intermédiaire habilité une attestation de participation. Une attestation est également délivrée par l'intermédiaire habilité à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée (soit le 10 juin 2025) à zéro heure, heure de Paris.

Pour voter par correspondance ou par procuration à l'assemblée générale

L'actionnaire propriétaire d'actions nominatives reçoit automatiquement le formulaire de vote, joint à la convocation, qu'il doit compléter, signer et renvoyer au siège social de la société : Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu, 92042 La Défense cedex.

Tout actionnaire propriétaire d'actions au porteur peut solliciter de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécommunication électronique (adresse : assembleegenerale@touax.com) un formulaire de vote lui permettant de voter par correspondance ou de se faire représenter à l'assemblée. Cette demande doit parvenir à la société au moins six jours avant la date de la réunion de l'assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis et parvenus à la société Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu, 92042 La Défense cedex, trois jours calendaires au moins avant la tenue de l'assemblée générale (soit le 9 juin 2025 au plus tard). Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être également effectuée par voie électronique.

Il n'est pas prévu de voter par des moyens électroniques de télécommunication et de ce fait, aucun site visé à l'article R.225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

C. Documents mis à disposition des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales sont disponibles, au siège social de Touax, Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu, 92042 La Défense cedex, à compter de la publication de l'avis de convocation ou quinze jours avant l'assemblée selon le document concerné et, pour les documents prévus à l'article R.22-10-23 du Code de commerce, sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : www.touax.com, au plus tard à compter du 21ème jour précédant l'Assemblée.

D. Questions écrites

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le 6 juin 2025 à minuit (heure de Paris), adresser ses questions à Touax, à l'attention des Gérants, Tour Franklin, 100-101 Terrasse Boieldieu, 92042 La Défense cedex, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique (adresse : assembleegenerale@touax.com). Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Les Gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée à ces questions, une réponse commune pouvant être apportée aux questions qui

présentent le même contenu. Les réponses aux questions écrites figureront sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : www.touax.com dans une rubrique consacrée aux questions/réponses.

E. Retransmission de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale fera l'objet d'une retransmission audiovisuelle en direct et d'un enregistrement qui pourra être consulté conformément aux dispositions des articles L.22-10-38-1 et R. 22-10-29-1 du Code de commerce. Les actionnaires désireux d'assister à la retransmission de l'Assemblée Générale sont invités à remplir le formulaire en cliquant sur le lien ci-dessous jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée Générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris :

<https://attendee.gotowebinar.com/register/5906712150705115479>

Les actionnaires au porteur uniquement (les actionnaires au nominatif ne sont pas concernés) doivent obligatoirement envoyer au préalable une attestation de participation par télécommunication électronique (adresse : assembleegenerale@touax.com) à défaut de quoi ils ne pourront pas accéder à la retransmission.

Les Gérants

TOUAX SCA
SGTR – CITE – SGT –CMTE – TAF – SLM TOUAGE – INVESTISSEMENTS REUNIES

Société en commandite par actions au capital de 56 092 376 euros
Siège social : Tour Franklin, 23ème étage – 100-101 Terrasse Boieldieu
92042 La Défense Cedex
305 729 352 RCS Nanterre

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 12 JUIN 2025

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le 12 juin 2025 à 15 heures dans les locaux de Châteauform' Learning Lab La Défense, situés 40 passage de l'Arche, 92800 Puteaux, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

A caractère ordinaire :

- 1) Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- 2) Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- 3) Quitus donné aux Gérants, aux membres du Conseil de surveillance et aux Commissaires aux comptes ;
- 4) Affectation du résultat ;
- 5) Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.226-10 du Code de commerce, approbation du rapport et desdites conventions ;
- 6) Approbation de la politique de rémunération applicable aux Gérants ;
- 7) Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de surveillance ;
- 8) Approbation des informations visées à l'article L. 22-10-77 I. du Code de commerce relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux ;
- 9) Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Alexandre COLONNA WALEWSKI en qualité de Président du Conseil de surveillance ;
- 10) Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Fabrice COLONNA WALEWSKI en qualité de Gérant ;
- 11) Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Raphaël COLONNA WALEWSKI en qualité de Gérant ;
- 12) Fixation de la rémunération annuelle à allouer au Conseil de surveillance ;
- 13) Renouvellement du mandat de Monsieur Alexandre COLONNA WALEWSKI en qualité de membre du Conseil de surveillance ;
- 14) Renouvellement du mandat de Madame Sylvie PERRIN en qualité de membre du Conseil de surveillance ;
- 15) Délégation de pouvoirs aux Gérants à l'effet d'acheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce ;

16) Approbation du projet de transfert des titres de la Société d'Euronext Paris vers Euronext Growth et pouvoirs à donner aux Gérants.

A caractère extraordinaire :

17) Autorisation à donner aux Gérants à l'effet d'annuler tout ou partie des actions achetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour une durée de 18 mois ;

18) Pouvoirs pour formalités.

Projet de résolutions

Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIERE RESOLUTION (Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport des Gérants, des rapports du Conseil de Surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils lui ont été présentés, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 2 488 364 euros.

L'Assemblée Générale constate l'absence de dépenses et de charges non déductibles des bénéfices telles que visées à l'article 39-4 et 39-5 du Code général des impôts, ainsi que l'absence d'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale.

DEUXIEME RESOLUTION (Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport des Gérants, des rapports du Conseil de Surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes, faisant ressortir un résultat net consolidé part du Groupe de 3 878 555 euros.

TROISIEME RESOLUTION (Quitus donné aux Gérants, aux membres du Conseil de surveillance et aux Commissaires aux comptes)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne aux gérants, au Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes quitus de l'exécution de leurs mandats respectifs pour l'exercice 2024.

QUATRIEME RESOLUTION (Affectation du résultat)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, approuvant les propositions des Gérants, décide d'affecter le résultat comme suit :

Bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2024	2 488 364 €
Diminué de la rémunération statutaire des commandités	706 050 €
Diminué de la dotation à la réserve légale	124 418 €
Soit un bénéfice distribuable de	1 657 896 €
Distribution d'un montant global de 0,15€ par action	1 073 122 €
Affectation du solde au report à nouveau	584 774 €

L'Assemblée Générale fixe le dividende net pour l'exercice 2024 à 0,15 euro par action.

Le nombre maximum d'actions ayant droit au dividende au titre de l'exercice 2024, correspondant aux actions jouissance 1er janvier 2025, s'élève à 7 154 147 actions, correspondant au nombre d'actions composant le capital de la société au 31 décembre 2024, soit 7 011 547 actions, augmenté du nombre maximum d'actions susceptibles d'être créées au titre de l'exercice des BSA émis par la société, susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de détachement.

Le dividende correspondant aux actions non créées au jour de l'Assemblée par suite du non-exercice des BSA ainsi qu'aux actions auto détenues sera porté au compte report à nouveau pour la partie y afférente.

Le dividende sera détaché le 27 juin 2025 (0 heure) et mis en paiement le 1^{er} juillet 2025¹.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

exercice concerné (en euro)	date de mise en paiement	rémunération statutaire des commandités	dividende par action	nombre d'actions rémunérées total de la distribution
2021	Juillet 2022	907 292		907 292
TOTAL 2021				907 292
2022	Juillet 2023	803 462	0,10	6 999 774
TOTAL 2022				1 503 439
2023	Juillet 2024	661 594	0,12	6 976 109
TOTAL 2023				1 498 727

CINQUIEME RESOLUTION (Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.226-10 du Code de commerce, approbation du rapport et desdites conventions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 226-10 du Code de commerce, et du rapport des Gérants, prend acte dudit rapport.

¹ **Fiscalité des dividendes en France pour un résident fiscal français**

Les distributions de dividendes font l'objet d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU) mais les bénéficiaires peuvent cependant opter pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Le prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % se compose de :

- . 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu,*
- . 17,20 % au titre des prélèvements sociaux.*

Le PFU est prélevé par l'administration fiscale au terme de la déclaration de revenus et est basé sur le montant brut du dividende, sans aucune déduction au titre des frais et charges.

Si le bénéficiaire opte pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu, l'abattement de 40 % sur les dividendes s'applique.

SIXIEME RESOLUTION (Approbation de la politique de rémunération applicable aux Gérants)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce décrivant notamment les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L. 22-10-76 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux Gérants qui y est présentée, et figurant au paragraphe 23.2.5.1 du document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

SEPTIEME RESOLUTION (Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce décrivant notamment les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L. 22-10-76 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de surveillance qui y est présentée, et figurant au paragraphe 23.2.5.1 du document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

HUITIEME RESOLUTION (Approbation des informations visées à l'article L. 22-10-77 I. du Code de commerce relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-77 I. du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce qui y sont présentées relatives à l'ensemble des rémunérations des mandataires sociaux, et figurant au paragraphe 23.2.5.2 du document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

NEUVIEME RESOLUTION (Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. Alexandre Colonna Walewski en qualité de Président du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-77 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Alexandre Colonna Walewski en sa qualité de Président du Conseil de surveillance, tels que décrits dans ledit rapport, et figurant au paragraphe 23.2.5.3 du document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

DIXIEME RESOLUTION (Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Fabrice Colonna Walewski en qualité de Gérant)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-77 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de

l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Fabrice Colonna Walewski en sa qualité de Gérant, tels que décrits dans ledit rapport, et figurant au paragraphe 23.2.5.3 du document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

ONZIEME RESOLUTION (Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Raphaël Colonna Walewski en qualité de Gérant)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-77 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Raphaël Colonna Walewski en sa qualité de Gérant, tels que décrits dans ledit rapport, et figurant au paragraphe 23.2.5.3 du document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

DOUZIEME RESOLUTION (Fixation de la rémunération annuelle à allouer au Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, fixe à 65 790 euros le montant global de la rémunération annuelle à allouer au Conseil de Surveillance.

TREIZIEME RESOLUTION (Renouvellement du mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Alexandre COLONNA WALEWSKI)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport des Gérants, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Alexandre COLONNA WALEWSKI vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

QUATORZIEME RESOLUTION (Renouvellement du mandat de membre du Conseil de surveillance de Madame Sylvie PERRIN)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport des Gérants, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Sylvie PERRIN vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée, le renouvelle pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

QUINZIEME RESOLUTION (Délégation de pouvoirs aux Gérants à l'effet d'acheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport des Gérants, autorise les Gérants, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à acquérir, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital social dans les conditions suivantes :

- Prix maximal d'achat par action : 30 €
- Montant maximal (à titre indicatif) : 21 034 641 €

Ce montant maximal pourra être, le cas échéant, ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Conformément à l'article L. 225-210 du Code de commerce, l'acquisition d'actions de la société ne peut avoir pour effet d'abaisser les capitaux propres à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables.

Ces actions pourront être acquises, cédées, transférées, échangées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, y compris le cas échéant de gré à gré, par cession de blocs ou par utilisation de produits dérivés, en vue de la réalisation d'une ou plusieurs finalités prévues par la loi, notamment :

- d'assurer l'animation du marché secondaire et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante ;
- de consentir des options d'achat d'actions et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés et dirigeants de la société et/ou des sociétés qui lui sont liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe, au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ;
- de consentir la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre réglementaire en vigueur ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société ; et/ou
- de procéder à leur annulation, en application de la 17ème résolution de l'Assemblée Générale du 12 juin 2025.

Dans le cadre du premier objectif, les actions de la société seront achetées pour le compte de la société par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

La présente autorisation prend effet dès acceptation par la présente Assemblée. Elle est donnée pour une durée de 18 mois. Elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 2024, dans sa 15ème résolution.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux Gérants, avec faculté de subdélégation, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, notamment ajuster le prix d'achat susvisé en cas d'opérations modifiant les capitaux propres, le capital social ou la valeur nominale des actions, passer tous ordres en bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités et généralement faire tout le nécessaire.

SEIZIEME RESOLUTION (Approbation du projet de transfert des titres de la Société d'Euronext Paris vers Euronext Growth et pouvoirs à donner aux Gérants)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport des Gérants, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 421 -14 V du Code monétaire et financier, le projet de demande de radiation des titres de la Société des négociations sur Euronext Paris et d'admission concomitante aux négociations sur Euronext Growth, et donne tous pouvoirs aux Gérants à l'effet de mettre en œuvre ce transfert de marché de cotation dans un délai de 12 mois à compter de la présente Assemblée.

Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

DIX-SEPTIEME RESOLUTION (Autorisation à donner aux Gérants à l'effet d'annuler tout ou partie des actions achetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour une durée de 18 mois)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport des Gérants ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes, et conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce,

- autorise pour une période de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée Générale, les Gérants à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant maximum de 10 % du capital social, calculé au jour de la décision d'annulation, par périodes de vingt-quatre mois, par l'annulation de tout ou partie des actions propres, acquises dans le cadre du programme de rachat adopté par, antérieurement ou postérieurement à la présente Assemblée, les actionnaires de la Société ;

- autorise les Gérants à imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale calculée au moment de leur annulation, sur les primes et réserves disponibles ;

- donne tous pouvoirs aux Gérants pour fixer les conditions et les modalités de cette ou de ces annulations, pour modifier, le cas échéant les statuts de la Société, pour effectuer toutes déclarations, remplir toutes autres formalités, et d'une manière générale faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation prend effet dès acceptation par la présente Assemblée. Elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale du 12 juin 2024, dans sa 20ème résolution.

DIX-HUITIEME RESOLUTION (Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée en vue de l'accomplissement des formalités légales et réglementaires.



VOTRE SOLUTION DE LOCATION AU SERVICE DES TRANSPORTS DURABLES

PRESENTATION DE L'ACTIVITE 2024 DU GROUPE

Assemblée générale mixte du 12 juin 2025

- Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices (comptes sociaux)

(en euros)	2024	2023	2022	2021	2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	56 092 376	56 092 376	56 092 376	56 092 376	56 092 376
b) Nombre des actions ordinaires existantes	7 011 547	7 011 547	7 011 547	7 011 547	7 011 547
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 840 417	1 571 259	1 515 178	1 484 673	1 631 668
b) Résultat avant impôt et amortissements et provisions	308 700	7 950 266	3 196 316	997 761	494 677
c) Impôts sur les bénéfices	720 076	178 375	0	97 923	73 018
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e) Résultat après impôt et amortissements et provisions	2 488 364	3 715 948	2 923 069	1 072 136	7 669 080
f) Résultat distribué	1 073 122	858 498	715 415		
RESULTAT PAR ACTION					
a) Résultat après impôt mais avant amortissements et provisions	0,15	1,16	0,46	0,13	0,06
b) Résultat après impôt et amortissements et provisions	0,35	0,53	0,42	0,15	1,09
c) Dividende net attribué à chaque action	0,15	0,12	0,10		
PERSONNEL					
a) Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	2	2	2	2	2
b) Montant de la masse salariale	43 874	43 753	45 648	44 929	44 745
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc.)	18 686	20 667	16 143	21 373	26 005



VOTRE SOLUTION DE LOCATION AU SERVICE DES TRANSPORTS DURABLES

RÉSULTATS 2024

Progression du volume d'affaires et de la profitabilité opérationnelle

- **Volume d'affaires¹ de 165,0 m€, en progression de +7,9 m€**
- **Hausse de l'EBITDA opérationnel², à 59,0 m€ (+3,6 m€)**
- **Résultat Net part du Groupe : 3,9 m€ (+0,3 m€)**
- **Valeur nette comptable par action : 11,63 € (+6 %)**
- **Augmentation du dividende à 0,15 € par action (+25 %)**

« Les résultats 2024 confirment la solidité du modèle d'affaires de TOUAX caractérisé par une offre produits diversifiée, une présence forte sur différents segments d'activité complémentaires, répartie sur des zones géographiques variées, des revenus récurrents et des investissements sélectifs dans des actifs logistiques de qualité. Parallèlement à la bonne tenue de notre activité en propriété, le dynamisme des opérations de gestion d'actifs témoigne de la confiance de nos partenaires investisseurs dans la capacité du Groupe à proposer plusieurs catégories d'actifs offrant des rendements récurrents et significatifs à long terme. » indiquent Fabrice et Raphaël Walewski, gérants de TOUAX SCA.

Les produits retraités des activités s'élèvent à 165,0 millions d'euros au 31 décembre 2024, en hausse de +7,9 millions d'euros. L'EBITDA opérationnel atteint 59,0 millions d'euros, en progression de +3,6 millions d'euros, soutenu par la bonne performance des activités de gestion.

Après prise en compte des dotations aux amortissements, des charges financières et de produits non récurrents, le résultat net part du Groupe s'élève à 3,9 millions d'euros contre 3,6 millions d'euros en 2023.

La valeur nette comptable par action s'élève à 11,63 euros, en hausse de +6 % par rapport au 31 décembre 2023.

Les gérants proposeront à l'Assemblée Générale des actionnaires un dividende de 15 centimes par action (correspondant à environ 27 % du résultat net de l'année), en progression de 25 % par rapport à l'an passé.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil de Gérance le 19 mars 2025 et présentés au Conseil de Surveillance le 20 mars 2025. Les procédures d'audit sont en cours.

¹ Le volume d'affaires correspond aux produits retraités des activités.

² L'EBITDA opérationnel correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et pertes de valeur

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DES COMPTES

Chiffres clés (en millions d'euros)	Déc. 2024	Déc. 2023	Variation
Produits retraités (*) des activités	165,0	157,1	5%
Dont Wagons de Fret	58,1	58,3	-0,3%
Dont Barges Fluviales	14,8	15,0	-1%
Dont Conteneurs	70,9	66,9	6%
Dont Divers et éliminations	21,1	16,9	25%
EBITDA Opérationnel	59,0	55,3	7%
Résultat opérationnel courant	26,2	25,9	1%
Autres produits et charges opérationnels	0,4	2,4	-83%
Résultat opérationnel	26,6	28,3	-6%
Résultat financier	-21,9	-21,0	4%
Impôt sur les sociétés	-1,6	-1,5	7%
Résultat des activités cédées	1,5	0,0	-
Résultat net part du Groupe	3,9	3,6	8%
Résultat net par action (€)	0,56	0,52	8%
Total actifs non courants	424,8	406,3	5%
Total bilan	611,4	563,4	9%
Capitaux propres de l'ensemble	153,3	147,6	4%
Endettement financier net (a)	304,7	285,7	7%
Flux opérationnels de trésorerie (b)	16,6	21,1	-21%
Ratio Prêt sur Valeur (Loan to Value) (c)	59,0%	59,1%	-0,1%

(a) Incluant 262,1 millions d'euros de dettes sans recours au 31 décembre 2024. L'endettement financier net prend en compte la valeur des instruments dérivés actifs et passifs (1,9 million d'euros)

(b) Les flux opérationnels intègrent 47,6 millions d'euros d'acquisitions nettes de matériels (29,6 millions d'euros en 2023)

(c) LTV : Endettement financier brut / Total actifs hors goodwill et immobilisations incorporelles

() Pour permettre une compréhension de la performance des activités, les indicateurs clés du rapport d'activité du Groupe sont présentés différemment du compte de résultat IFRS. Pour cela aucune distinction n'est faite dans la gestion pour compte de tiers qui est présentée sous la forme exclusive d'agent.*

Cette présentation ne génère aucune différence sur l'EBITDA opérationnel, le résultat opérationnel et le résultat net. La présentation comptable des produits des activités est reportée en annexe du communiqué.

UNE ACTIVITÉ EN HAUSSE

Les produits retraités des activités s'élèvent à 165,0 millions d'euros, en hausse de +7,9 millions d'euros (+5 %) par rapport à 2023.

L'activité en propriété est en légère progression, à 152,5 millions d'euros à fin décembre 2024 (+4,5 millions d'euros).

Le chiffre d'affaires locatif continue sa progression sur l'année (+2,4 millions d'euros, soit +3,4 %), confirmant sa contribution récurrente aux revenus du Groupe. Les taux moyens d'utilisation sur l'année des activités Wagons de Fret (86,2 %), Barges Fluviales (97,9 %) et Conteneurs (96,8 %) affichent un niveau élevé. À l'inverse, les prestations annexes diminuent de -5,8 millions d'euros, principalement sur les divisions Wagons de Fret et Barges Fluviales. Les ventes de matériels détenus en propre sont également en hausse de +8,0 millions d'euros (+ 13,9 %), essentiellement grâce aux activités Conteneurs et Constructions Modulaires.

L'activité de gestion s'élève à 12,5 millions d'euros en progression de +3,4 millions d'euros (+36,7 %). Avec un rythme soutenu d'opérations, les commissions de syndication augmentent significativement dans les activités Conteneurs, Wagons de Fret et Barges Fluviales pour +5,2 millions d'euros au total. Cette variation est partiellement altérée par la baisse de -1,8 million d'euros des ventes de conteneurs d'occasion appartenant aux investisseurs.

ANALYSE DE LA CONTRIBUTION PAR DIVISION

Les revenus retraités de la division **Wagons de Fret** s'élèvent à 58,1 millions d'euros en 2024, constants par rapport à 2023 (-0,3 % sur l'année).

L'activité en propriété décroît de -0,4 million d'euros sur l'année (55,4 millions d'euros en 2024). Cette diminution s'explique par la baisse des prestations annexes de -2,5 millions d'euros induite par la fin d'un contrat de maintenance, qui absorbe la hausse du chiffre d'affaires locatif (+1,1 million d'euros). Le taux d'utilisation moyen est en recul de -2,5 points à 86,2 % sur l'année 2024. Le marché du transport ferroviaire européen affiche une baisse en 2024 sur les transports intermodaux, du fait d'une concurrence accrue et d'un ralentissement des industries européennes. Ce phénomène est compensé en partie par la forte croissance du marché ferroviaire en Inde où Touax Rail est présent depuis 2011.

Grâce aux syndications réalisées pendant l'année, l'activité de gestion pour compte de tiers augmente de +0,2 million d'euros, avec un chiffre d'affaires de 2,7 millions d'euros à fin décembre 2024.

Les revenus retraités de la division **Barges Fluviales** affichent une légère baisse de -0,2 million d'euros, à 14,8 millions d'euros. La baisse de -2,6 millions d'euros de l'activité d'affrètement sur le Rhin est compensée par l'activité de gestion qui connaît un essor en 2024 avec la vente d'actifs sous gestion à des investisseurs.

Les revenus retraités de la division **Conteneurs** s'élèvent à 70,9 millions d'euros à fin décembre 2024, en hausse de +4,0 millions d'euros (+6 %).

L'activité en propriété est en hausse de +3,5 millions d'euros, avec un chiffre d'affaires de 63,9 millions d'euros en 2024. Le chiffre d'affaires locatif augmente de +1,5 million d'euros profitant des investissements et d'une hausse des taux d'utilisation moyens (de 95,1 % en 2023 à 96,8 % en 2024). Les prestations annexes sont en retrait de -0,7 million d'euros en raison de la baisse des restitutions de conteneurs sur dépôts et de la baisse des frais de réparation. À l'inverse, les ventes des conteneurs détenus en propre augmentent de +2,8 millions d'euros, passant de 39,8 millions d'euros à 42,6 millions d'euros en 2024.

L'activité de gestion pour compte de tiers est en hausse de +0,5 million d'euros à 7,0 millions d'euros, avec un mix de commissions de syndication en hausse et de commissions sur ventes de conteneurs appartenant aux investisseurs en recul (baisse de la disponibilité à la vente du fait de taux d'utilisation élevés, et effet de comparaison défavorable avec une transaction significative réalisée en 2023).

Enfin, les revenus de l'activité de vente de **Constructions Modulaires** présentés dans la ligne « Divers » continuent de progresser en 2024, pour s'élever à 21,1 millions d'euros (+4,2 millions d'euros).

PROGRESSION DE LA PROFITABILITÉ OPÉRATIONNELLE

L'**EBITDA opérationnel** atteint 59,0 millions d'euros, en hausse de +3,6 millions d'euros (+6,6 %).

L'**EBITDA** opérationnel de la division **Wagons de Fret** est en légère hausse de +0,7 million d'euros, à 32,1 millions d'euros (+2 %), marqué par une baisse de +2,2 millions d'euros des dépenses opérationnelles, avec notamment une baisse des frais de maintenance liés à la fin du contrat de maintenance de certains actifs sous gestion.

La division **Barges Fluviales** enregistre un **EBITDA** opérationnel de 6,9 millions d'euros sur l'année, en augmentation de +1,6 million d'euros (+31,1 %) grâce à l'activité de gestion et la baisse des dépenses opérationnelles du fait d'un moindre volume d'affrètement.

L'**EBITDA** opérationnel de la division **Conteneurs** est en retrait de -0,8 million d'euros (-5 %). La hausse du volume d'affaires est notamment obérée par les dépenses opérationnelles en hausse de -3,3 millions d'euros, comprenant des dotations pour risques clients.

L'**EBITDA** opérationnel de l'activité de vente de **Constructions Modulaires** progresse de +0,9 million d'euros.

Les dotations aux amortissements et provisions du Groupe sont en hausse de -3,4 millions d'euros (dont -2,3 millions d'euros sur la division Wagons de Fret et -1,0 million d'euros sur la division Conteneurs), du fait des nouveaux investissements.

Le **Résultat opérationnel courant** s'établit à 26,2 millions d'euros, en légère hausse (+0,3 million d'euros) par rapport à 2023.

Le **Résultat Financier** est de -21,9 millions d'euros contre -21,0 millions d'euros en 2023. L'augmentation de la charge financière nette s'explique par un coût de l'endettement financier plus important du fait de la hausse moyenne des taux d'intérêt sur l'exercice, ainsi que par une hausse de l'endettement de la division Wagons de Fret en Inde permettant de soutenir les investissements.

Alors qu'un produit net non récurrent de 2,4 millions d'euros avait été comptabilisé en 2023 (produit comptable de 3,5 millions d'euros lié au rachat des parts du minoritaire de la division Constructions Modulaires ; charge de 1,0 million de dollars suite à la condamnation aux États-Unis pour le litige sur l'ex-filiale de Constructions Modulaires), TOUAX a comptabilisé en 2024 un **produit net non récurrent** de 0,4 million d'euros à la suite de la remise en cause du litige aux États-Unis.

De plus, la cession en 2017 de l'activité Constructions Modulaires s'étant finalisée par le versement d'un complément de prix de 1,5 million d'euros en 2024, un **résultat des activités cédées** pour un montant équivalent a été comptabilisé.

Le **Résultat net part du Groupe** s'élève alors à 3,9 millions d'euros, en hausse de +0,3 million d'euros comparé à 2023.

UNE STRUCTURE FINANCIÈRE ÉQUILBRÉE

L'année 2024 est marquée par une hausse des investissements nets (+39,4 millions d'immobilisations corporelles et stocks par rapport au 31 décembre 2023). Le bilan de TOUAX demeure solide, comme en témoigne le **ratio de « Loan to Value »** de 59,0 % à fin 2024, contre 59,1 % au 31 décembre 2023.

Les **capitaux propres de l'ensemble** augmentent à 153,3 millions d'euros, contre 147,6 millions d'euros au 31 décembre 2023. Cette augmentation s'explique principalement par le résultat net part du Groupe de 2024 (+3,9 millions d'euros) et des écarts de conversion positifs.

La **trésorerie consolidée** est confortable à 48,9 millions d'euros au 31 décembre 2024.

PERFORMANCE ACTIONNARIALE

TOUAX a pour objectif de maximiser la performance actionnariale via la progression de la valeur nette comptable par action et le versement de dividendes.

La performance actionnariale moyenne sur les 5 dernières années est de +12 % CAGR (augmentation de la VNC par action + dividendes versés). En 2024, la performance actionnariale est de 7,4%.

L'actif net réévalué par action (NAV) n'est plus communiqué car les plus-values latentes à dire d'experts sur les matériels sont avant impôts et sont théoriques dans la stratégie d'un loueur longue durée (cédant généralement ses actifs à la fin de leur durée de vie locative). La gérance préfère donc communiquer sur la performance actionnariale basée sur les comptes audités et le dividende versé.

PERSPECTIVES STRUCTURELLES FAVORABLES DES ACTIVITÉS AU CŒUR DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DURABLE

Les perturbations géopolitiques de ce début d'année, les menaces américaines sur les droits de douane et la faiblesse de la croissance européenne (impactant notamment le transport ferroviaire intermodal) auront des impacts sur la croissance des échanges mondiaux.

Malgré un contexte difficile, le trafic maritime conteneurisé a augmenté de +5,9 % en 2024 et devrait croître de +2,9 %³ en 2025. Le FMI prévoit une croissance du PIB mondial de +3,3 % en 2025, tandis que l'OMC anticipe une amélioration des échanges de marchandises en volume, passant de +2,7 % en 2024 à +3 % en 2025, soutenue par les baisses respectives des taux d'intérêt et des coûts de l'énergie. Les chaînes d'approvisionnement et le commerce mondial évoluent, s'adaptent, se complexifient, suivant le rythme de la croissance économique mondiale. Une issue favorable des conflits au Moyen Orient et en Ukraine pourraient également favoriser les échanges.

³ En millions TEUs – source : *Clarksons*

La tendance de fond reste favorable pour l'ensemble des activités du Groupe : l'essor de l'e-commerce, des besoins logistiques qui en découlent, et la demande croissante pour des solutions de transport respectueuses de l'environnement (intermodaux, ferroviaires et fluviaux) sont des soutiens forts à nos activités.

Pour soutenir sa croissance organique, le Groupe mobilisera ses ressources d'autofinancement et s'appuie sur des investisseurs tiers (notamment les fonds d'infrastructure, caisses de retraite et investisseurs institutionnels) qui montrent un intérêt croissant pour les stratégies d'investissement locatif dans les actifs réels liés aux infrastructures de transport. Cette dynamique amorcée en 2024 se poursuit, avec 80 millions d'euros d'investissements tiers en discussions avancées en ce début d'année qui viendront compléter les 1,3 milliard d'actifs sous gestion dont 46 % gérés pour compte de tiers.

DYNAMIQUE RSE ET NOTATIONS EXTRA-FINANCIÈRES

En offrant des solutions de location, vente et gestion de matériels de transport intermodaux, ferroviaires et fluviaux, TOUAX est un acteur clé des transports bas carbone et continue à mettre en œuvre son plan d'actions en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale pour une économie décarbonée.

Cet engagement a été validé par l'amélioration de ses notations extra-financières en 2024 : TOUAX a obtenu un score EcoVadis⁴ de 79/100 (médaillon d'or, +7 points par rapport à 2023), se plaçant dans le top 2% des sociétés évaluées par EcoVadis tous secteurs d'activité confondus; et une note de 75/100 (médaillon d'or, +5 points) lors de sa dernière évaluation Ethifinance Ratings⁵ réalisée sur les PME européennes cotées, se classant à la première place du secteur Industrie, sous-secteur Transports.

PROCHAINS RENDEZ-VOUS

- 21 mars 2025 : Présentation des résultats annuels 2024 (visioconférence en anglais)
- 15 mai 2025 : Produits des activités du 1^{er} trimestre 2025
- 12 juin 2025 : Assemblée Générale des actionnaires

Le Groupe TOUAX loue des actifs tangibles (wagons de fret, barges fluviales et conteneurs) tous les jours dans le monde, pour son propre compte et pour le compte d'investisseurs. Avec 1,3 milliard d'euros sous gestion, TOUAX est l'un des leaders européens de la location de ce type de matériels.

TOUAX est coté à Paris sur Euronext – Compartiment C (Code ISIN FR0000033003) et fait partie des indices CAC® Small, CAC® Mid & Small et EnterNext®PEA-PME 150.

Pour plus d'informations : www.touax.com

Vos contacts :

TOUAX
Fabrice & Raphaël WALEWSKI
touax@touax.com
www.touax.com
+33 1 46 96 18 00

SEITOSEI • ACTIFIN
Ghislaine Gasparetto
ghislaine.gasparetto@seitosei-actifin.com
Tel : +33 1 56 88 11 22

Touax®

SEITOSEI • ACTIFIN

⁴ EcoVadis : 150 000 sociétés évaluées dans le monde en 2024

⁵ Ethifinance Ratings : 1 868 sociétés européennes cotées, évaluées en 2024

ANNEXES

1 - Analyse des produits retraités des activités

Produits retraités des activités (en milliers d'euros)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	2024	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	2023	Variation
Chiffre d'affaires locatif des matériels détenus en propre	19 381	18 108	17 524	18 424	73 437	17 139	17 510	17 412	18 985	71 046	2 391
Prestations annexes	3 021	3 939	3 083	3 843	13 886	5 030	4 271	5 299	5 124	19 724	-5 838
Ventes de matériels détenus en propre	12 213	15 898	18 806	18 215	65 132	13 053	16 895	13 024	14 206	57 178	7 954
Total Activité en propriété	34 615	37 945	39 413	40 482	152 455	35 223	38 675	35 735	38 315	147 948	4 507
Total Activité de gestion	1 765	6 096	1 683	3 000	12 544	1 882	3 272	1 696	2 328	9 178	3 366
Plus ou moins-values de cession non récurrentes	0	5	-1	10	14	1	1	-1	-1	1	13
Total Autres	0	5	-1	10	14	1	1	-1	-1	1	13
Total Produits retraités des activités	36 380	44 046	41 095	43 492	165 013	37 105	41 949	37 430	40 642	157 127	7 886

2 - Tableau de passage de la présentation comptable à la présentation retraitée

Produits des activités (en milliers d'euros)	2024 comptable	Retraitement	2024 retraité	2023 comptable	Retraitement	2023 retraité
Chiffre d'affaires locatif des matériels détenus en propre	73 437		73 437	71 046		71 046
Prestations annexes	17 040	-3 154	13 886	23 867	-4 143	19 724
Ventes de matériels détenus en propre	65 132		65 132	57 178		57 178
Total activité en propriété	155 609	-3 154	152 455	152 091	-4 143	147 948
Total activité de gestion	42 910	-30 366	12 544	43 329	-34 151	9 178
Plus ou moins-values de cession non liées aux activités récurrentes	14		14	1		1
Total Autres	14	0	14	1	0	1
Total Produits des activités	198 533	-33 520	165 013	195 421	-38 294	157 127

3 - Détail des produits retraités des activités par division

Produits retraités des activités (en milliers d'euros)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	2024	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	2023	Variation
Chiffre d'affaires locatif des matériels détenus en propre	12 234	12 125	11 978	11 839	48 176	11 124	11 615	11 857	12 443	47 039	1 137
Prestations annexes	1 137	1 555	1 203	1 894	5 789	1 938	1 937	2 082	2 308	8 265	-2 476
Ventes de matériels détenus en propre	136	332	143	804	1 415	76	132	133	86	427	988
Total Activité en propriété	13 507	14 012	13 324	14 537	55 380	13 138	13 684	14 072	14 837	55 731	-351
Total Activité de gestion	746	882	542	546	2 716	538	553	586	871	2 548	168
Total Wagons de Fret	14 253	14 894	13 866	15 083	58 096	13 676	14 237	14 658	15 708	58 279	-183
Chiffre d'affaires locatif des matériels détenus en propre	1 749	1 908	1 824	1 826	7 307	1 878	1 886	1 880	1 895	7 539	-232
Prestations annexes	1 196	1 311	1 282	949	4 738	2 072	1 629	2 090	1 567	7 358	-2 620
Ventes de matériels détenus en propre	1	0	0	0	1	0	5	0	47	52	-51
Total Activité en propriété	2 946	3 219	3 106	2 775	12 046	3 950	3 520	3 970	3 509	14 949	-2 903
Total Activité de gestion	32	1 674	55	1 026	2 787	11	14	20	31	76	2 711
Total Barges Fluviales	2 978	4 893	3 161	3 801	14 833	3 961	3 534	3 990	3 540	15 025	-192
Chiffre d'affaires locatif des matériels détenus en propre	5 393	4 072	3 717	4 755	17 937	4 133	4 004	3 671	4 643	16 451	1 486
Prestations annexes	688	1 073	598	1 000	3 359	1 021	704	1 127	1 249	4 101	-742
Ventes de matériels détenus en propre	8 955	9 365	12 861	11 429	42 610	10 211	10 949	8 994	9 656	39 810	2 800
Total Activité en propriété	15 036	14 510	17 176	17 184	63 906	15 365	15 657	13 792	15 548	60 362	3 544
Total Activité de gestion	987	3 540	1 086	1 428	7 041	1 333	2 705	1 090	1 426	6 554	487
Total Conteneurs	16 023	18 050	18 262	18 612	70 947	16 698	18 362	14 882	16 974	66 916	4 031
Chiffre d'affaires locatif des matériels détenus en propre	5	3	5	4	17	4	5	4	4	17	0
Ventes de matériels détenus en propre	3 121	6 201	5 802	5 982	21 106	2 766	5 809	3 897	4 417	16 889	4 217
Total Activité en propriété	3 126	6 204	5 807	5 986	21 123	2 770	5 814	3 901	4 421	16 906	4 217
Plus ou moins-values de cession non récurrentes	0	5	-1	10	14	1	1	-1	-1	1	13
Total Autres	0	5	-1	10	14	1	1	-1	-1	1	13
Total Divers & éliminations	3 126	6 209	5 806	5 996	21 137	2 771	5 815	3 900	4 420	16 907	4 230
Total Produits retraités des activités	36 380	44 046	41 095	43 492	165 013	37 105	41 949	37 430	40 642	157 127	7 886

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form

☐ JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form

TOUAX SCA

Société en commandite par actions au capital
de 56 092 376 euros
Siège social : Tour Franklin, 23ème étage –
100-101 Terrasse Boieldieu
92042 La Défense Cedex

305 729 352 R.C.S. NANTERRE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
du 12 JUIN 2025 à 15H00

COMBINED GENERAL MEETING

June 12 2025 at 3.00 pm
Châteaufort' Learning Lab
La Défense
40 passage de l'Arche
92800 Puteaux

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account

Nombre d'actions
Number of shares

Nominatif
Registered

Porteur
Bearer

Vote simple
Single vote

Vote double
Double vote

Nombre de voix - Number of voting rights

☐ JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noircissant la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.

1

Non / No

☐

2

Non / No

☐

3

Non / No

☐

4

Non / No

☐

5

Non / No

☐

6

Non / No

☐

7

Non / No

☐

8

Non / No

☐

9

Non / No

☐

10

Non / No

☐

Abs.

☐

11

Non / No

☐

12

Non / No

☐

13

Non / No

☐

14

Non / No

☐

15

Non / No

☐

16

Non / No

☐

17

Non / No

☐

18

Non / No

☐

19

Non / No

☐

20

Non / No

☐

Abs.

☐

21

Non / No

☐

22

Non / No

☐

23

Non / No

☐

24

Non / No

☐

25

Non / No

☐

26

Non / No

☐

27

Non / No

☐

28

Non / No

☐

29

Non / No

☐

30

Non / No

☐

Abs.

☐

31

Non / No

☐

32

Non / No

☐

33

Non / No

☐

34

Non / No

☐

35

Non / No

☐

36

Non / No

☐

37

Non / No

☐

38

Non / No

☐

39

Non / No

☐

40

Non / No

☐

Abs.

☐

41

Non / No

☐

42

Non / No

☐

43

Non / No

☐

44

Non / No

☐

45

Non / No

☐

46

Non / No

☐

47

Non / No

☐

48

Non / No

☐

49

Non / No

☐

50

Non / No

☐

Abs.

☐

Oui / Yes

☐

Non / No

☐

Abs.

☐

Oui / Yes

☐

Non / No

☐

Abs.

☐

Oui / Yes

☐

Non / No

☐

Abs.

☐

Oui / Yes

☐

Non / No

☐

Abs.

☐

Oui / Yes

☐

Non / No

☐

Abs.

☐

Oui / Yes

☐

Non / No

☐

Abs.

☐

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée, je vote NON sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante :
In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote NO unless I indicate another choice by shading the corresponding box:

- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale. / I appoint the Chairman of the general meeting.....

- Je m'abstiens. / I abstain from voting

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom

I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf.....

☐ JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cf. au verso (3)

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
See reverse (3)

☐ JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4) pour me représenter à l'Assemblée
I HEREBY APPOINT: See reverse (4) to represent me at the above mentioned Meeting
M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

ATTENTION : Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.
CAUTION: As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)
Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no changes can be made using this proxy form). See reverse (1)

Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :
To be considered, this completed form must be returned no later than:

sur 1ère convocation / on 1st notification

sur 2ème convocation / on 2nd notification

à la société / to the company 10/06/2025

par e-mail : assembleegenerale@touax.com

« Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'assemblée générale »
'If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a representative), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting'

Date & Signature

CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<p>(1) GENERALITES : Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R. 225-76 du Code de Commerce. QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE :</p> <p>Le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire).</p> <p>Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.</p> <p>Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.</p> <p>Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).</p> <p>Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (article R. 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la fois « Je vote par correspondance » et « Je donne pouvoir » (article R. 225-81 paragraphe 8 du Code de Commerce).</p> <p>Un guide méthodologique de traitement des assemblées générales, incluant une grille de lecture de ce formulaire de vote par correspondance est disponible sur le site de l'AFTI : www.afti.asso.fr</p> <p>La version française de ce document fait foi.</p>	<p>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extraît) :</u></p> <p>"Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant".</p>	<p>Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :</p> <p>1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;</p> <p>2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;</p> <p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;</p> <p>4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3.</p>
<p>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE <u>Article L. 225-107 du Code de Commerce (extraît) :</u></p> <p>"Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.</p> <p>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés".</p> <p>La majorité requise pour l'adoption des décisions est déterminée en fonction des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. (articles L. 225-96 et L. 225-98 du Code de Commerce et, s'agissant des sociétés ayant adopté le statut de la société européenne, et articles 57 et 58 du Règlement du Conseil (CE) N°2157/2001 relatif au statut de la société européenne).</p> <p>Si vous votez par correspondance : vous devez obligatoirement noircir la case "Je vote par correspondance" au recto.</p> <p>1 - il vous est demandé pour chaque résolution en noircissant individuellement les cases correspondantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit de voter "Oui" (vote exprimé par défaut pour les projets de résolutions présentés ou agréés, en l'absence d'un autre choix);- soit de voter "Non";- soit de vous "Abstenir" en noircissant individuellement les cases correspondantes. <p>2 - Pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre vote contre (vote exprimé par défaut en l'absence d'un autre choix), pouvoir au président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée en noircissant la case correspondant à votre choix.</p>	<p>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extraît) :</u></p> <p>"I - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.</p> <p>II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71.</p> <p>Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites."</p>	<p>Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.</p> <p>Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.</p> <p>La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."</p>
<p>Les informations à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent document sont nécessaires à l'exécution de vos instructions de vote. Vous disposez d'un certain nombre de droits concernant vos données (accès, rectification, etc.). Ces droits peuvent être exercés auprès de votre teneur de compte aux coordonnées indiquées par ce dernier.</p>		

FORM TERMS AND CONDITIONS

<p>(1) GENERAL INFORMATION: This is the sole form pursuant to article R. 225-76 du Code de Commerce WHICHEVER OPTION IS USED:</p> <p>The signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian: (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form).</p> <p>If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf.</p> <p>If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy.</p> <p>The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (art. R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).</p> <p>The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (article R. 225-81 du Code de Commerce). Please do not use both "I vote by post" and "I hereby appoint" (article R. 225-81 du Code de Commerce).</p> <p>A guide relating to the general meetings processing, including an interpretation grid of this proxy form, is available on the AFTI website at: www.afti.asso.fr</p> <p>The French version of this document governs; The English translation is for convenience only.</p>	<p>(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):</u></p> <p>"In case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolutions submitted or approved by the Board of Directors or the Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal."</p>	<p>This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:</p> <p>1° Controls, within the meaning of article L. 233-3, the company whose general meeting has to meet;</p> <p>2° Is member of the management board, administration or supervisory board of the company or a person which controls it within the meaning of the article L. 233-3;</p> <p>3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 233-3;</p> <p>4° Is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of the article L. 233-3.</p>
<p>(2) POSTAL VOTING FORM <u>Article L. 225-107 du Code de Commerce (extract):</u></p> <p>"Any shareholder may vote by post, using a form the wording of which shall be fixed by a decree approved by the Conseil d'Etat. Any provisions to the contrary contained in the memorandum and articles of association shall be deemed non-existent.</p> <p>When calculating the quorum, only forms received by the company before the meeting shall be taken into account, on conditions to be laid down by a decree approved by the Conseil d'Etat. The forms giving no voting direction or indicating abstention shall not be considered as votes cast."</p> <p>The majority required for the adoption of the general meeting's decisions shall be determined on the basis of the votes cast by the shareholders present or represented. The votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or spoilt ballot paper (articles L. 225-96 and L. 225-98 du Code de Commerce and, for the companies which have adopted the statute of European company, articles 57 and 58 of the Council Regulation (EC) n°2157/2001 on the statute for a European company).</p> <p>If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document: "I vote by post".</p> <p>1 - In such event, please comply for each resolution the following instructions by shading boxes of your choice:</p> <ul style="list-style-type: none">- either vote "Yes" (in absence of choice, vote expressed by default for the approved draft resolutions),- or vote "No",- or vote "Abstention" by shading boxes of your choice. <p>2 - In case of amendments or new resolutions during the general meeting, you are requested to choose between vote "No" (vote expressed by default in absence of choice), proxy to the chairman of the general meeting, "Abstention" or proxy to a mentioned person individual or legal entity by shading the appropriate box.</p>	<p>(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY) <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):</u></p> <p>"I - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.</p> <p>II - The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.</p> <p>III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the shareholders mentioned in article L. 225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.</p> <p>Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to article L. 225-23 or article L. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to article L. 225-23 or article L. 225-71.</p> <p>Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."</p>	<p>This information is also delivered when a family tie exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above.</p> <p>When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing by the latter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void.</p> <p>The termination of the proxy is notified without delay by the proxy to the company.</p> <p>The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree."</p>
<p>Article L. 22-10-41 du Code de commerce:</p> <p>"Any person who proceeds to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the first paragraph of the article L. 22-10-39, shall release its voting policy.</p> <p>It can also release its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting. It exercises then, for any proxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions. The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree."</p>		
<p>Article L. 22-10-42 du Code de commerce:</p> <p>"The commercial court of which the company's head office falls under can, at the request of the constituent and for a duration which cannot exceed three years, deprive the proxy of the right to take part in this capacity to any general meeting of the relevant company in the event of non-compliance with mandatory information envisaged from the third to seventh paragraphs of article L. 22-10-40 or with the provisions of article L. 22-10-41. The court can decide the publication of this decision at the expenses of the proxy.</p> <p>The court can impose the same sanctions towards the proxy on request of the company in the event of non-compliance of the provisions of the article L. 22-10-41."</p>		
<p>Personal data included in this form are necessary for the execution of your voting instructions. You have certain minimum rights regarding your data (access, correction...). These rights may be exercised using the contact details provided by your custodian.</p>		



VOTRE SOLUTION DE LOCATION AU SERVICE DES TRANSPORTS DURABLES

DEMANDE D'ENVOI DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

(Visés à l'article R.225-83 du Code de commerce)

Assemblée générale mixte du 12 juin 2025

A adresser, de préférence par courrier électronique (assembleegenerale@touax.com), ou, à défaut :

TOUAX SCA
À l'attention de Mme Isabelle SCHWEIZER
Tour Franklin, 23^{ème} étage – 100-101 Terrasse Boieldieu
92042 La Défense cedex

Je, soussigné :

Nom et prénoms :

Adresse email :

Adresse postale :

Propriétaire de :

..... titres nominatifs

..... titres au porteur* inscrits en compte à

de la société TOUAX SCA, demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'assemblée générale mixte du 12 juin 2025, dont la liste figure à l'article R.225-83 du Code de commerce.

À....., le.....

(signature)

Ces documents seront également tenus à la disposition des actionnaires à l'adresse suivante Tour Franklin, 23^{ème} étage – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 La Défense cedex.

Note importante : la présente formule n'est à renvoyer, datée et signée, que si l'actionnaire entend se prévaloir des dispositions réglementaires citées. Dans ce cas, cette demande doit parvenir à l'adresse ci-dessus, au plus tard le cinquième jour avant la réunion. La présente formule peut constituer une demande générale pour toutes les assemblées, si l'actionnaire le demande.

*Joindre une attestation d'inscription dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité